

LE DROIT À L'INFORMATION

Un levier important dans la lutte contre la corruption

Le développement de la liberté d'expression, le droit à l'information et l'implication active du citoyen sont des leviers importants dans la lutte contre la corruption. La primauté du citoyen est le point névralgique du système politique dans lequel il prospère. Sa participation effective et active prouve son engagement et sa responsabilité au sein de sa communauté et de son pays. Alors que la corruption se nourrit du silence, de l'opacité et prospère par la démobilisation ou la marginalisation des citoyennes et des citoyens, le rôle de l'information est vital pour élargir les espaces de la transparence et de l'intégrité.

Le citoyen algérien brimé, ignoré sous le poids de différents régimes répressifs s'est vu léguer une place de simple «indigène» mineur dans son propre pays. Le fait que les citoyens soient souvent peu organisés et ne disposent pas toujours de leaders d'opinion authentiques réduit considérablement la capacité d'agir contre la corruption dans un pays qui connaît une prolifération de la corruption. Aussi, la réhabilitation de l'entité individuelle que représente le citoyen dans son contexte socioéconomique est indispensable pour légitimer tout régime démocratique. Plusieurs facteurs interviennent pour réduire le rôle et la portée de la liberté d'expression et de l'information dans la lutte contre la corruption en Algérie.

Parmi ces éléments, il y a lieu de citer : la fragilité et l'instabilité économique des médias, le manque de liberté, l'accès difficile à l'information, le monopole des médias publics dans certains cas, la censure et l'intimidation sont des pratiques habituelles. Elles entraînent souvent le développement

d'une culture qui repose inconsciemment sur l'autocensure.

Le droit à l'information a été consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ainsi que dans l'article 9 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Toute entrave à ce droit met en péril les droits fondamentaux des citoyens, notamment leurs choix électoraux et politiques et engendre un climat de méfiance entre la base et le sommet. Le droit à l'information est lié de façon indissociable à la responsabilité du gouvernement, qui est au cœur d'un système politique démocratique. Il est impossible d'établir une capacité à s'informer de la part des citoyens, de la presse comme du Parlement, si les activités du gouvernement et le processus de prise de décision sont dissimulés au public.

La loi du silence ou «omerta» au sein du pouvoir

Des mécanismes devraient exister au sein de l'appareil gouvernemental, comme le Parlement,



les tribunaux ou les instances d'arbitrage qui peuvent contrôler les abus de pouvoir de l'Exécutif. Mais pour que ceux-ci soient efficaces, l'accès à l'information est impératif. Etant donné qu'il est fondamental de reconnaître ce droit, quelles sont alors les meilleures façons de garantir qu'il soit librement exercé ? Si l'action du gouvernement avait toujours été transparente, le libre accès à l'information pour tous ne poserait alors aucun problème. Livrer une information qui ne ternit pas l'image d'un gouvernement ne soulève pas de problème.

En revanche, lorsqu'il s'agit d'une image négative, cela est beaucoup plus problématique. Quand l'information est embarrassante, les hommes politiques ou le corps administratif sont très souvent tentés de refuser l'accès à l'information ou du moins de le rendre difficile. Dans le contexte des pays non démocratiques, c'est le cas de l'Algérie, la loi du silence ou «omerta» au sein du pouvoir est

couramment pratiquée pour favoriser la corruption. Ceux qui ne s'y soumettent pas sont marginalisés, parfois humiliés et exclus.

D'ailleurs, le gouvernement a tendance à favoriser les décisions discrétionnaires, ce qui va à l'encontre du principe de liberté de l'information. Cet environnement défavorable ne devrait pas décourager les initiatives pour un changement d'attitude permettant un accès à l'information plus libre pour le public comme pour les médias.

Dans nombre de pays, ce n'est pas le cas de l'Algérie, on observe l'apparition de plus en plus de législations qui facilitent le libre accès à l'information. Non seulement le droit à l'information établirait un droit de contestation et de recours par l'intermédiaire, par exemple, d'un médiateur, mais pourrait aussi mettre en place des pratiques à respecter, même par ceux qui sont les moins susceptibles de le faire. L'adoption d'une loi sur l'accès à l'information pour-

rait aussi changer les attitudes qui considèrent que le maintien du secret est un comportement normal. Grâce à ce type de loi, les citoyens auraient le droit légal d'accéder aux documents gouvernementaux sans justifications préalables, et la tâche ingrate de prouver le bien-fondé d'une interdiction reviendrait à l'administration publique. Des délais nécessaires pour répondre à toutes les demandes du public pourront être définis ainsi que le maintien de la confidentialité pour certains documents bien spécifiques.

Attirer l'attention et informer l'opinion publique

La liberté de la presse ainsi que celle du système judiciaire sont des contrepouvoirs dans la gestion des affaires publiques et constituent des remparts dans la lutte contre la corruption. Dans les sociétés démocratiques, les médias font partie intégrante de la vie sociale et politique. Leur degré d'indépendance dépend de leur capacité à exercer un rôle de vigile vis-à-vis de la conduite des institutions et des personnalités publiques. Tout comme le pouvoir judiciaire se doit de superviser la légalité des décisions du pouvoir exécutif, les médias sont censés suivre les actions des pouvoirs législatif et exécutif, ainsi que de tout autre acteur dont la fonction a des répercussions sur la société. Dans ce cadre, le rôle des médias est d'attirer l'attention et d'informer l'opinion publique sur les faits et cas de corruption.

Djilali Hadjadj

JOURNÉE MONDIALE DE LA PRESSE, LE 3 MAI PROCHAIN

Assurer la liberté d'expression dans les médias

La Journée mondiale de la presse, célébrée le 3 mai prochain, sera placée cette année à l'initiative de l'Unesco sous le thème «Parler sans crainte : assurer la liberté d'expression dans tous les médias», a indiqué le 12 avril 2013 l'organisation onusienne. «C'est une journée pensée pour défendre la liberté d'expression et la sécurité des journalistes, qu'ils travaillent dans un journal, à la radio ou sur internet», a précisé l'Unesco dans un communiqué. Les célébrations de l'année 2013 prévues du 2 au 4 mai, s'inscrivent dans le cadre du Plan d'action des Nations-Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, codirigé par l'Unesco. Le but de ce plan est de mettre en commun le travail de différentes agences des Nations unies et des partenaires extérieurs, afin de créer un environnement de travail plus sûr pour les journalistes, et amplifier les effets des mesures qui s'opposent à la vio-

lence contre les journalistes, a-t-on précisé. «Le paysage médiatique a évolué au cours des vingt dernières années, créant ainsi de nouvelles possibilités d'échange et de dialogue ainsi que de partage du savoir et de l'information par le biais de nouvelles plateformes», souligne l'Unesco, relevant cependant que cette évolution «n'a pas encore amélioré le respect de certaines libertés fondamentales», et citant en particulier la sécurité des journalistes.

«Rester muet face à la corruption...» ?

Même si elle souligne les progrès réalisés en la matière ces vingt dernières années, l'Unesco considère toutefois que «beaucoup de défis sont toujours d'actualité» et que de nouvelles menaces «s'élèvent contre la liberté d'expression dans le monde de l'actualité numérique». La date du 3 mai a été choisie pour commémorer l'adoption historique de la

Déclaration de Windhoek (Namibie) à l'issue d'un séminaire qui avait réuni des journalistes africains, à l'initiative de l'Unesco le 3 mai 1991. La déclaration souligne que la liberté de la presse n'est possible que «dans un environnement médiatique indépendant, pluraliste et libre». Pour l'Unesco c'est une condition «préalable» pour assurer la sécurité des journalistes, mais aussi «pour que les crimes contre la liberté de la presse soient rapidement suivis d'une enquête minutieuse». Pour cette année, l'Unesco a décidé que la journée mondiale de la liberté de la presse s'intéresse tout particulièrement à la sécurité physique et psychologique des journalistes quel que soit le type de médias, mettant à l'index le haut niveau d'impunité des crimes contre la liberté de la presse.

L'organisation onusienne porte en outre son attention sur la liberté d'expression sur l'internet, «condition sine qua non à la sécurité des journalistes en ligne». Elle considère ainsi que ces questions sont «de première importance», sachant que plus de 600 journalistes et professionnels des médias ont été tués au cours des dix dernières années alors qu'ils traitaient des actualités pour le grand public. Elle rappelle alors qu'en moyenne, chaque semaine, un journaliste meurt dans l'exercice de ses fonctions. En 2012, 121 journalistes, ont été assassinés, soit presque le double de 2011 et 2010.

Le droit de protéger ses sources

Au cours des 10 dernières années, seulement un cas sur dix de crimes contre des journalistes, des professionnels des médias et des rédacteurs de contenus sociaux a conduit à une condamnation effective, déplore l'Unesco qui affirme que ce «haut niveau» d'impunité va à l'encontre du devoir des Etats de protéger leurs citoyens» et nourrit «un cercle vicieux, où l'absence de punition enhardit ceux qui usent de violence contre les journalistes». Cette attitude, estime-t-elle, laisse entendre à l'opinion publique de rester «muet face à la corruption, les dommages environnementaux et les violations des droits de l'homme et engendre l'autocensure et l'érosion de la confiance pour le système judiciaire». L'Unesco observe enfin que sachant que, de plus en plus de journalistes utilisent des plateformes numériques, ils doivent être équipés afin de protéger leurs fichiers électroniques, qui comprennent l'identité de leurs sources.

Elle soutient également que de plus en plus de professionnels des médias ont vu leur équipement numérique confisqué et leur adresse électronique soumise à une surveillance illégale ou piratée et que de nombreux sites d'information ont été désactivés par des attaques électroniques.

LSC

Référence / «...Liberté... de transmettre des informations...»

«Toute personne a le droit à la liberté d'opinion et d'expression ; ce droit doit inclure la liberté d'obtenir, de recevoir et de transmettre des informations et des idées quelles qu'elles soient, sans qu'il n'existe de frontières.»

Article 19 de la Convention internationale des droits civils et politiques